



Position des Amis de la Terre sur l'agriculture

Avril 2008

**Les Amis
de la Terre**

Face aux déséquilibres engendrés par l'agriculture industrielle et à la croissance démographique mondiale, rétablir des agricultures biologiques et paysannes, seules susceptibles de nourrir les populations, est un enjeu vital pour nos sociétés.

1. Les enjeux

L'effondrement de la biodiversité. La diversité biologique est aujourd'hui gravement menacée. La diversité des écosystèmes est sous le feu des changements climatiques ; la diversité spécifique est gravement surexploitée ; la diversité génétique est appauvrie par des pratiques culturales standardisées à l'extrême. 60% des écosystèmes sont utilisés de manière non durable, entre un tiers et la moitié des espèces sont menacées. 80% des légumes cultivés il y a cinquante ans ont disparu pour laisser la place à des hybrides et la ferme de polyculture élevage est remplacée par des exploitations de monoculture et d'élevage industriel.

La crise énergétique. L'agriculture industrielle doit ses performances économiques à l'usage massif d'une énergie fossile bon marché. Fortement mécanisée et standardisée, elle est devenue dépendante des ressources fossiles. Un agriculteur états-unien consomme 80 fois plus d'énergie pour produire 1 kg de riz qu'un paysan philippin. L'agriculture industrielle contribue largement aux changements climatiques par la destruction de l'humus, la fabrication et l'utilisation des engrais et pesticides, et les transports.

La destruction des sols. Le labour, l'usage de lourds tracteurs, l'utilisation intensive de produits chimiques d'origine fossile ont conduit à négliger la santé des sols et à les détruire. L'équivalent de la moitié de la surface agricole française disparaît chaque année sur la planète. Les sols contiennent 80% de la biomasse terrestre : aucune agriculture ne peut survivre durablement sans leur contribution. Les besoins des plantes et des animaux ne sont plus satisfaits par la fertilité des sols. La complémentarité élevage et la rotation des cultures ne sont plus que marginalement utilisées pour rendre les sols fertiles. En outre, la concurrence dans l'usage des sols s'intensifie : urbanisation et bétonnage, menace des agrocarburants, pressions croissantes venant aussi d'autres usages de la biomasse. Sortir de l'économie pétrole demandera des terres et de la sobriété.

La concentration agroalimentaire. La standardisation résulte d'une sélection soumise à l'impératif de profits croissants de l'industrie agroalimentaire et des transnationales des semences. Les plantes qui en résultent sont malades et leur survie ne tient qu'à de multiples traitements, contrôlés par ces mêmes firmes pétrochimiques. L'élevage intensif compromet le bien-être et l'état sanitaire des animaux : chimie et antibiotiques y pallient. Les risques collectifs croissants sont amplifiés par les volontés exportatrices. Les banques y contribuent en aggravant l'endettement des paysans, la pression foncière ou la déforestation au Sud. Le système coopératif agricole français est pris dans ce modèle qui menace les pratiques agrobiologiques.

Les consommateurs se trouvent face à des aliments de plus en plus insipides, déséquilibrés et souvent chargés de résidus de pesticides. Ces aliments peuvent être issus de plantes manipulées, OGM clandestins non étiquetés ni évalués, ou profitant de vides réglementaires (nanotechnologies).

Les risques démocratiques. Les tentatives d'interdiction des alternatives (marchés de plein air, semences fermières, produits naturels de protection des plantes, etc) se multiplient. Parce qu'ils n'ont plus le droit d'échanger les semences et les plants, les paysans ont de plus en plus de mal à cultiver et renouveler leurs variétés traditionnelles et de pays, ou celles qu'ils mettent au point pour se passer de pesticides.

Les problèmes de démocratie sont intrinsèques au modèle d'agriculture industrielle : modes de décision de l'Union Européenne (sur les OGM par exemple), lobbying et collusion des transnationales avec les pouvoirs publics, problème de représentativité syndicale, système d'information et de recherche aliénés aux intérêts financiers au détriment des savoirs paysans, menacés par une idéologie scientiste et productiviste de l'agriculture.

La logique financière des échanges internationaux. En 30 ans, le commerce alimentaire international a augmenté de 182%. Les produits alimentaires, soumis aux normes industrielles, sont devenus de simples marchandises, affaiblissant la capacité des peuples à se nourrir. Les accords commerciaux (règles de l'OMC et Accords de Libre Echange) aggravent les déséquilibres. La biopiraterie et le brevetage des semences et des autres formes de vie menacent le droit des paysans et des communautés à les sauvegarder et les renouveler et celui de tous à une alimentation saine. 90% du budget de la Politique Agricole Commune favorise les grandes fermes industrielles à production élevée aggravant les problèmes environnementaux et les

inégalités sociales.

Une alimentation occidentale trop carnée. Les français consomment actuellement beaucoup trop de protéines animales, entraînant surconsommation de terres(au détriment des zones naturelles) et surexploitation de l'eau, excès de lisiers, gaz à effet de serre, déforestation et captation des terres dans les pays producteurs. Cette alimentation de pays riches nécessite 7 calories végétales (céréales fournies par les pays du Sud) pour 1 calorie animale. Un tel modèle n'est pas généralisable et est incompatible avec une équité planétaire.

2. Ce que veulent les Amis de la Terre

La vocation alimentaire de l'agriculture. Les Amis de la Terre défendent la vocation nourricière d'une agriculture vivrière, le droit de tous à une alimentation saine, nourrissante et adaptée culturellement, et la possibilité d'acheter des aliments produits près de son lieu de vie. Cela implique l'accès aux ressources nécessaires pour produire ces aliments (accès équitable à la terre et à l'eau et échange libre des semences) et le choix des agricultures les plus adaptées aux conditions écologiques, sociales et économiques locales. Ils récuse la primauté de sa vocation exportatrice.

La souveraineté alimentaire et l'emploi paysan local. Les Amis de la Terre défendent le droit des peuples à la souveraineté alimentaire et à contrôler leurs propres ressources et promeuvent des systèmes agricoles diversifiés et relocalisés, développant des emplois respectueux de la nature. Les Amis de la Terre soutiennent la création de marchés locaux pour des paysans nombreux dans une économie de proximité qui seule garantit qualité, transparence et maîtrise des règles du marché et l'installation de nouveaux agriculteurs dont l'autonomie doit être garantie par la maîtrise de leurs outils : la terre, l'eau et les semences.

La biodiversité domestique et l'agroécologie. Les Amis de la Terre défendent la biodiversité domestique et culinaire, et la préservation des savoirs paysans. La biodiversité domestique est essentielle pour s'adapter aux changements climatiques. Dans ce but, rotation des cultures, polyculture, refus des pesticides, utilisation des races et semences de pays et élevages de plein air sur des zones pastorales doivent être privilégiés.

Le refus des biotechnologies agricoles et de la brevetabilité du vivant. Les Amis de la Terre s'opposent par tous les moyens non violents possible (y compris la désobéissance civique) à l'utilisation des biotechnologies en agriculture : les OGM en plein champ, biologie synthétique, nanotechnologies, et toutes transformations de plantes par des méthodes non naturelles et ouvrant la porte aux brevets sans être généralement soumises à étiquetage (semences et plants).

La convergence des mouvements de résistance. Pour tous ces buts, les Amis de la Terre oeuvrent prioritairement aux côtés des organisations paysannes et des réseaux de consommateurs. Les avancées ne sont pérennes que lorsqu'elles unissent le mouvement écologique et le mouvement social : les Amis de la Terre agissent au coeur de cette convergence.

3. Ce que font les Amis de la Terre pour y parvenir

Les moyens d'action des Amis de la Terre sont :

- l'engagement concret pour de nouvelles formes sociales de résistances à travers des productions et des approvisionnements écologiquement responsables dans des circuits courts, propres à construire une vie sociale et des rapports humains conformes à nos valeurs de justice sociale, économique et écologique : Systèmes de garantie Participatifs, marchés de plein air, groupements d'achats, AMAP, réseaux d'échanges de semences, groupements fonciers agricoles(GFA) ...;
- la participation à des collectifs de mouvements paysans, de producteurs bio et paysans, de distributeurs bio et équitables, d'associations de consommateurs et d'ONG : Via Campesina et Confédération Paysanne, Réseau Semences Paysannes, Nature & Progrès, Biocoop, jardins familiaux, collectifs anti OGM, coordinations des AMAP, MINGA, Togeth'Earth... etc ;
- la recherche, la diffusion de rapports, le plaidoyer en France et en Europe pour orienter les politiques publiques et peser sur la réglementation ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens afin qu'ils modifient leurs pratiques
- la formation et l'animation de réseau ;
- les recours juridiques.

Note : Voir aussi la position des Amis de la Terre sur les agrocarburants. L'eau fera également l'objet d'un positionnement spécifique.